

La globalisation du capitalisme, le « gouvernement mondial » et la crise du coronavirus.



[Source : Mondialisation.ca]

Quand le mensonge devient la vérité, il n'y a pas de retour en arrière

Par Prof Michel Chossudovsky

Dans les conseils de gouvernement, nous devons nous prémunir contre l'acquisition d'une influence injustifiée, recherchée ou non, par le complexe militaro-industriel.

Le risque d'une montée désastreuse d'un pouvoir mal placé existe et persistera.

(Président Dwight D. Eisenhower, 17 janvier 1961)

Le monde est trompé sur les causes et les conséquences de la crise du coronavirus.

La crise COVID-19 est marquée par une « urgence » de santé publique sous les auspices de l'OMS qui sert de prétexte et de justification au déclenchement d'un processus mondial de restructuration économique, sociale et politique.

L'ingénierie sociale est appliquée. Les gouvernements sont poussés à prolonger le verrouillage, malgré ses conséquences économiques et sociales dévastatrices.

Ce qui se passe est sans précédent dans l'histoire du monde.

D'éminents scientifiques soutiennent le verrouillage sans sourciller, comme une « solution » à une urgence sanitaire mondiale.

Amplement documentées, les estimations de la maladie COVID-19, y compris la

mortalité, sont grossièrement manipulées.

En retour, les gens obéissent à leurs gouvernements. Pourquoi ? Parce qu'ils ont peur ?

Causes contre solutions ?

La fermeture des économies nationales appliquée dans le monde entier entraînera inévitablement la pauvreté, le chômage de masse et une augmentation de la mortalité. C'est un acte de guerre économique.

Première étape : la guerre commerciale contre la Chine

Le 30 janvier 2020, le directeur général de l'OMS a déterminé que l'épidémie de coronavirus constituait une urgence de santé publique de portée internationale (PHEIC). La décision a été prise sur la base de 150 cas confirmés en dehors de la Chine. Premiers cas de transmission de personne à personne : 6 cas aux États-Unis, 3 cas au Canada, 2 au Royaume-Uni.

Le directeur général de l'OMS a reçu le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates, de Big Pharma et du Forum économique mondial (FEM). La décision de l'OMS de déclarer une urgence mondiale a été prise en marge du Forum économique mondial (WEF) de Davos, en Suisse (21-24 janvier).

Un jour plus tard (le 31 janvier), après le lancement de l'urgence mondiale de l'OMS, l'administration Trump a annoncé qu'elle refuserait l'entrée aux ressortissants étrangers « qui ont voyagé en Chine au cours des 14 derniers jours ». Cela a immédiatement déclenché une crise dans le transport aérien, le commerce entre la Chine et les États-Unis ainsi que l'industrie du tourisme. L'Italie a suivi le mouvement, annulant tous les vols vers la Chine le 31 janvier.

La première étape s'est accompagnée de la rupture des relations commerciales avec la Chine ainsi que d'une fermeture partielle du secteur manufacturier d'exportation.

Une campagne a immédiatement été lancée contre la Chine et les Chinois. The Economist a rapporté que :

« Le coronavirus répand le racisme envers les Chinois et parmi les personnes d'origine chinoise »

« La communauté chinoise de Grande-Bretagne est confrontée au racisme en raison de l'épidémie de coronavirus »

Selon le PCSM :

« Les communautés chinoises d'outre-mer sont de plus en plus confrontées à des abus et à des discriminations racistes dans le contexte de l'épidémie de coronavirus. Certains Chinois de souche vivant au Royaume-Uni disent avoir été victimes d'une hostilité croissante à cause du virus mortel originaire de Chine ».

Et ce phénomène se produit partout aux États-Unis.

Deuxième étape : le krach financier provoqué par la peur et la manipulation des marchés boursiers

Une crise financière mondiale s'est déroulée au cours du mois de février et a culminé avec un effondrement spectaculaire des valeurs boursières ainsi qu'une baisse importante de la valeur du pétrole brut.

Cet effondrement a été manipulé. Il a fait l'objet d'un délit d'initié (« insider trading ») et d'une connaissance préalable. La campagne de peur a joué un rôle clé dans la mise en œuvre du krach boursier. En février, environ 6 000 milliards de dollars ont été effacés de la valeur des marchés boursiers dans le monde. Des pertes massives d'épargne personnelle (par exemple des États-Uniens de la classe moyenne) ont eu lieu, sans parler des faillites et des banqueroutes d'entreprises. Ce fut une véritable aubaine pour les spéculateurs institutionnels, y compris les fonds spéculatifs des entreprises. L'effondrement financier a entraîné des transferts importants de richesses monétaires dans les poches d'une poignée d'institutions financières.

Troisième étape : Verrouillage, confinement, fermeture de l'économie mondiale

Le krach financier de février a été immédiatement suivi d'un blocage au début du mois de mars. Le verrouillage et l'enfermement soutenus par l'ingénierie sociale ont contribué à la restructuration de l'économie mondiale. Appliqué presque simultanément dans un grand nombre de pays, le verrouillage a déclenché la fermeture de l'économie nationale et la déstabilisation des activités de commerce, de transport et d'investissement.

La pandémie constitue un acte de guerre économique contre l'humanité qui a entraîné une pauvreté et un chômage de masse à l'échelle mondiale.

Les politiciens mentent. Ni le verrouillage ni la fermeture des économies nationales ne constituent une solution à la crise de santé publique.

Qui contrôle les politiciens?

Pourquoi les politiciens mentent-ils ?

Ils sont les instruments politiques de l'establishment financier, y compris

les « philanthropes ultra-riches ». Leur tâche est de mener à bien le projet de restructuration économique mondiale qui consiste à geler l'activité économique dans le monde entier.

Dans le cas des démocrates aux États-Unis, ils s'opposent en grande partie à la réouverture de l'économie étasunienne dans le cadre de la campagne électorale de 2020. Cette opposition à la réouverture des économies nationale et mondiale est soutenue par les grands intérêts financiers (« Big Money »).

S'agit-il d'opportunisme ou de stupidité. Dans toutes les grandes régions du monde, les politiciens ont reçu l'ordre de puissants intérêts financiers de maintenir le verrouillage et d'empêcher la réouverture de l'économie nationale.

La campagne de la peur prévaut. La distanciation sociale est appliquée. L'économie est fermée. Des mesures totalitaires sont imposées. Selon le Dr Pascal Sacré :

... dans certains pays, des malades peuvent sortir de l'hôpital en acceptant de porter un bracelet électronique [10]. Ceci n'est qu'un échantillon de toutes les mesures totalitaires envisagées voire déjà décidées par nos gouvernements à la faveur de la crise du coronavirus. Cela va beaucoup plus loin, c'est sans limites [11] et cela touche une bonne partie du monde, sinon le monde entier.

Les « instincts de gérer les troupeaux » des hommes politiques

Les gouvernements corrompus agissent comme des « chiens bergers » avec l'« instinct de gérer les troupeaux » de moutons.

Le « troupeau » a-t-il trop peur pour s'en prendre à son « gouvernement » ?

L'analogie peut être simpliste, mais néanmoins considérée comme pertinente par les psychologues.

« Certaines races de chiens [les politiciens corrompus] ont des instincts grégaires qui peuvent être mis en évidence par un entraînement approprié et des encouragements [des pots-de-vin]. ... apprenez à votre chien [mandataire politique] les bases de l'obéissance et voyez s'il [il, elle] montre des tendances de gardien de troupeau. ... Cherchez toujours un dresseur qui utilise des méthodes de dressage basées sur la récompense [pots-de-vin, gains personnels, soutien politique, accession à de hautes fonctions] »

(Comment apprendre à votre chien à garder le troupeau)

Mais il y a une autre dimension. Les politiciens de haut niveau chargés de « convaincre leur troupeau » croient en fait aux mensonges qui leur sont imposés par une autorité supérieure.

Le mensonge devient la vérité. Les politiciens approuvent le consensus, ils appliquent l'« ingénierie sociale », ils croient en leurs propres mensonges.



Ce n'est pas une épidémie, c'est une opération

Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo (lapsus) admet tacitement, dans une déclaration quelque peu contradictoire, que le COVID-19 est un « Live exercise », une « opération » :

« Il ne s'agit pas de représailles,... Cette affaire va de l'avant – nous sommes ici dans un exercice en direct pour obtenir ce droit. »

Ce à quoi le président Trump a rétorqué « vous auriez dû nous le dire ».

Ces mots resteront dans l'histoire.

Géopolitique

Ne nous faisons pas d'illusions, il s'agit d'une opération soigneusement planifiée. Il n'y a rien de spontané ou d'accidentel. La récession économique est provoquée aux niveaux national et mondial. À son tour, cette crise est également intégrée dans la planification militaire et de renseignement des États-Unis et de l'OTAN. Elle vise non seulement à affaiblir la Chine, la Russie et l'Iran, mais elle consiste également à déstabiliser le tissu économique de l'Union européenne (UE).

« Gouvernance mondiale »



Une nouvelle étape dans l'évolution du capitalisme mondial est en train de se dérouler. Un système de « gouvernance mondiale » contrôlé par de puissants intérêts financiers, dont des fondations d'entreprises et des *think tanks* de Washington, supervise la prise de décision au niveau national et mondial. Les gouvernements nationaux deviennent subordonnés à la « gouvernance mondiale ». Le concept de gouvernement mondial a été soulevé par David Rockefeller (décédé en 2017) lors de la réunion de Bilderberger, Baden Allemagne, en juin 1991 :

«Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au Time Magazine et à d'autres grandes publications dont les directeurs ont participé à nos réunions et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de 40 ans. ... Il nous aurait été impossible d'élaborer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux yeux de la publicité pendant ces années. Mais, le monde est maintenant plus sophistiqué et prêt à marcher vers un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est certainement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée au cours des siècles passés. »

(cité par Aspen Times, 15 août 2011, je souligne)

Certains pensent même que nous faisons partie d'une cabale secrète qui va à l'encontre des intérêts des États-Unis, que ma famille et moi sommes des « internationalistes » et que nous conspirons avec d'autres dans le monde entier pour construire une structure politique et économique mondiale plus intégrée, un seul monde si vous voulez. Si telle est l'accusation, je suis coupable, et j'en suis fier ».

(Ibid)

Les gens ne remettent pas en cause le consensus, un consensus qui frôle l'absurde.

La globalisation du capitalisme et le « paysage économique »

La crise redéfinit la structure du paysage économique mondial. Elle déstabilise les petites et moyennes entreprises dans le monde entier, elle précipite des secteurs entiers de l'économie mondiale, notamment le transport aérien, le tourisme, le commerce de détail, l'industrie manufacturière, etc. dans la faillite. Le confinement crée la famine dans les pays en développement. Il a des implications géopolitiques.

Le Pentagone et les services de renseignement étasuniens sont impliqués. La crise du coronavirus affecte la conduite des guerres menées par les États-Unis et l'OTAN au Moyen-Orient, notamment en Syrie, en Irak, en Afghanistan et au Yémen. Elle est également utilisée pour cibler des pays spécifiques, dont l'Iran et le Venezuela.

Cette crise provoquée est sans précédent dans l'histoire du monde. Il s'agit d'un acte de guerre.

Le verrouillage déclenche un processus de désengagement des ressources humaines et matérielles du processus de production. L'économie réelle est paralysée. La réduction de l'activité économique compromet la « reproduction de la vie réelle ». Cela ne concerne pas seulement la production réelle des « nécessités de la vie » (alimentation, santé, éducation, logement), mais aussi la « reproduction » des relations sociales, des institutions politiques, de la culture, de l'identité nationale. Au moment où nous écrivons ces lignes, le verrouillage ne déclenche pas seulement une crise économique, il mine et détruit également le tissu même de la société civile, sans parler de la nature du gouvernement et des institutions de l'État (paralysés par l'accumulation des dettes), qui seront finalement privatisés sous la supervision des créanciers du « pouvoir de l'argent » (Big Money).

Il y a des conflits au sein du système capitaliste qui sont rarement abordés par les grands médias. Les milliardaires, les puissantes institutions bancaires et financières (qui sont créanciers à la fois des gouvernements et des entreprises) mènent une guerre non déclarée contre l'économie réelle. Alors que les établissements financiers et bancaires du « pouvoir de l'argent

» (Big Money) sont des « créanciers », les entreprises de l'économie réelle qui sont déstabilisées et conduites à la faillite sont des « débiteurs ».

Faillites

Ce processus diabolique ne se limite pas à l'anéantissement des petites et moyennes entreprises. Le « pouvoir de l'argent » est également le créancier des grandes entreprises (notamment les compagnies aériennes, les chaînes d'hôtels, les laboratoires de haute technologie, les détaillants, les entreprises d'import-export, etc.

L'*establishment* financier mondial n'est pas monolithique. Il est marqué par des divisions et des rivalités. La faction dominante du « pouvoir de l'argent » (*Big Money*) cherche à déstabiliser ses concurrents de l'intérieur. Il en résulterait une série de faillites d'institutions bancaires régionales et nationales ainsi qu'un processus de consolidation financière mondiale.

Aux États-Unis, de nombreux détaillants, compagnies aériennes, chaînes de restaurants et d'hôtels ont demandé en février d'être placé sous la protection du Chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. Mais ce n'est que le début. La grande vague de faillites se produira dans le sillage du verrouillage (« The New Normal »). Et à l'heure où nous écrivons ces lignes, l'établissement financier fait sans cesse pression sur les gouvernements nationaux (corrompus) pour qu'ils reportent la levée du confinement. Et les gouvernements nous disent que c'est pour « protéger les gens contre le virus ».

La province canadienne de l'Alberta, qui dépend largement des revenus du pétrole, est en faillite.

« Des pays qui représentent plus de 50 % du PIB mondial sont fermés aux entreprises. Les économistes à la recherche de comparaisons historiques mentionnent le krach boursier de 1929, la crise économique de 1974 ou la récession de 2008. Mais ils admettent que tous ces événements ne sont pas à la hauteur du bilan que cette pandémie pourrait avoir ».

(Wired News UK, 29 avril 2020)

En Grande-Bretagne, des rapports récents affirment (c'est très britannique) « nous ne savons pas combien ont fait faillite ».

Une partie du paysage économique britannique a peut-être déjà été définitivement effacée, puisque quelque 21 000 entreprises britanniques de plus se sont effondrées rien qu'en mars par rapport au même mois de l'année précédente, selon les données recueillies par l'Enterprise Research Centre, un groupe de chercheurs universitaires.

Ce que ces rapports omettent de mentionner, ce sont les causes non-avouées :

une campagne de peur au nom des créanciers, les instructions de gouvernements corrompus de fermer l'économie, prétendument pour « sauver des vies », ce qui est un gros mensonge. Des vies ne sont pas sauvées, et ils le savent.

La crise du coronavirus « a paralysé les affaires américaines ». Les économies nationales sont déstabilisées. L'objectif du « pouvoir de l'argent » (*Big Money*) est d'affaiblir leurs concurrents, de « ramasser les morceaux » et, à la longue, de racheter ou d'éliminer les entreprises en banqueroute. Et le choix est vaste.

Capitalisme financier mondial

Les intérêts du « pouvoir financier » (*Big Money*) (intérêts financiers mondiaux) se recoupent avec ceux des *Big Pharma*, *Big Oil* (les supermajors du pétrole), les entrepreneurs de la Défense, etc. Les grandes institutions bancaires étasuniennes, dont JP Morgan Chase, Bank of America, Citigroup, Wells Fargo, State Street Co. et Goldman Sachs, investissent dans l'économie de guerre, notamment dans le développement d'armes nucléaires dans le cadre du programme d'armement nucléaire de Trump, d'un montant de 1,2 trillion de dollars (mis en place sous Obama).

L'objectif ultime du « pouvoir de l'argent » (« Big Money ») est de transformer les États nationaux (avec leurs propres institutions et une économie nationale) en « territoires économiques ouverts ». C'est le sort de l'Irak et de l'Afghanistan. Mais maintenant, vous pouvez le faire sans envoyer de troupes, en ordonnant simplement à des gouvernements par procuration (*proxy government*) asservis par des politiciens corrompus de fermer leur économie pour des raisons humanitaires, ce qu'on appelle la « responsabilité de protéger » (R2P) sans qu'il soit nécessaire d'intervenir militairement.

Impossible à estimer ou à évaluer. Plus de la moitié de l'économie mondiale est perturbée ou au point mort.

Soyons clairs. Il s'agit d'un programme impérial (*imperial agenda*). Que veulent les élites financières mondiales ? Privatiser l'État ? Posséder et privatiser la planète entière ?

La tendance est à la centralisation et à la concentration du pouvoir économique. Les gouvernements nationaux lourdement endettés sont les instruments du « pouvoir de l'argent » (*Big Money*). Ils sont des mandataires. Les principales nominations politiques sont contrôlées par des groupes de pression représentant Wall Street, le complexe militaro-industriel, les grandes sociétés pharmaceutiques, les grandes sociétés pétrolières, les médias d'entreprise et les géants de la communication numérique, etc.

En Europe et en Amérique, le « pouvoir de l'argent » (« *Big Money* ») (par l'intermédiaire des groupes de pression de Washington) cherche à contrôler les gouvernements nationaux.

Dans quelle direction allons-nous ? Quel est l'avenir de l'humanité ? La crise actuelle du coronavirus est un projet impérial sophistiqué, qui consiste en une domination mondiale par une poignée de conglomérats de plusieurs milliards de dollars. Est-ce la troisième guerre mondiale ? Le capitalisme mondial détruit le capitalisme national.

L'intention tacite du capitalisme mondial est la destruction de l'État-nation et de ses institutions, ce qui conduit à une pauvreté mondiale d'une ampleur sans précédent.

La citation suivante de Lénine, datée de décembre 1915 au plus fort de la Première Guerre mondiale, a mis en évidence avec clairvoyance certaines des contradictions auxquelles nous sommes actuellement confrontés. D'autre part, nous devons comprendre qu'il n'y a pas de solutions faciles et que cette crise vise à renforcer l'impérialisme et l'emprise du capitalisme mondial :

« Il ne fait aucun doute que le développement va dans le sens d'un monopole corporatif mondial (single World trust) qui engloutira toutes les entreprises et tous les États sans exception. Mais le développement dans cette direction se fait sous une telle pression, avec un tel rythme, avec de telles contradictions, conflits et convulsions non seulement économiques, mais aussi politiques, nationales, etc. etc. – qu'avant qu'un monopole corporatif mondial ne soit atteint, avant que les capitales financières nationales respectives n'aient formé une « Union mondiale » d'ultra-impérialisme, l'impérialisme explosera et le capitalisme deviendra son contraire.»

(V. I. Lénine, Introduction to Imperialism and World Economy by N, Bukharin, Martin Lawrence, Londres, imprimé aux États-Unis, édition russe, novembre 1917)

Comment inverser la tendance. La première priorité est d'abroger le mensonge.

À cet égard, il est regrettable que de nombreuses personnes « progressistes » (y compris des intellectuels de gauche éminents) soient – malgré les mensonges – favorables au verrouillage et à la fermeture de l'économie comme solution à l'urgence de santé publique. C'est la position du parti démocrate aux États-Unis, qui va à l'encontre du bon sens.

La vérité est une arme puissante pour abroger les mensonges des médias corporatifs et des gouvernements.

Quand le mensonge devient la vérité, il n'y a pas de retour en arrière

Sans la campagne de peur et la propagande médiatique, les actions entreprises par nos gouvernements n'auraient pas de fondement.

La « distanciation sociale » n'empêche pas les élites financières de donner des instructions à des politiciens corrompus.

D'autre part, la « distanciation sociale » combinée au confinement est utilisée comme un moyen de subordination sociale. Elle empêche les gens de se réunir et de protester contre ce soi-disant nouvel ordre mondial.

L'organisation, la vérité et la solidarité sont essentielles pour renverser la tendance. La première étape d'un mouvement mondial est la « contre-propagande ».

Michel Chossudovsky

Article original en anglais :



Global Capitalism, "World Government" and the Corona Crisis

Traduit par Maya pour Mondialisation

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © Prof Michel Chossudovsky, Mondialisation.ca, 2020